

Le 11 décembre 2005

LETTRE OUVERTE AUX ELUS DE GUADELOUPE

Copie adressée simultanément au Président de la République,
au Premier Ministre, au Ministère de l'intérieur, au Ministre de l'Outre Mer,
au Président de l'Assemblée Nationale, au Président du Sénat

Mesdames et Messieurs les élus,

Après le camouflet que les Guadeloupéens vous ont infligé lors de la consultation populaire du 07 décembre 2003, ils sont nombreux aujourd'hui, à se poser des questions. Ils ne comprennent pas où vous voulez conduire la Guadeloupe et les Guadeloupéens.

Le 29 janvier 2005, nous avons présenté une pétition pour exprimer leurs inquiétudes et leur indignation pour réclamer des mesures urgentes aux plus hautes autorités de l'Etat afin de lutter contre l'immigration clandestine, la pression fiscale excessive et l'augmentation du chômage. Cette pétition a obtenu, à ce jour, plus de 40 000 signatures : ce qui représente près de 20 % du corps électoral. Malgré ce succès sans précédent dans les annales politiques de notre pays, vous vous obstinez à nous combattre et à freiner notre action.

Vous avez été élus par les guadeloupéens pour les représenter et les défendre.

Vous n'avez pas été élus pour fusionner la Guadeloupe avec la Martinique. Vous n'avez pas été élus pour dissoudre la Guadeloupe dans la Caraïbe. Vous n'avez pas été élus pour que la Guadeloupe devienne une province des grands pays de la Caraïbe. Vous n'avez pas été élus pour dilapider l'argent public dans des manifestations futiles de prestige. Vous n'avez pas été élus pour fermer les yeux sur la marginalisation des Guadeloupéens dans l'économie de leur pays. Jusqu'à quand serez-vous sourds aux appels de détresse des Guadeloupéens qui perdent leur patrimoine, qui voient leurs enfants glisser vers l'exclusion par manque de travail et de logement ?

Malgré nos multiples sollicitations vous n'avez jamais participé à une de nos réunions où vous auriez pu entendre les doléances d'une partie importante de la population. Compte tenu de la gravité du problème, vos déclarations sur l'immigration sont méprisantes et injurieuses, elles traduisent une indifférence envers les inquiétudes de nos compatriotes. Sur les antennes de RFO, vous avez osé dire que le but du récent congrès des élus régionaux et départementaux était de nous tordre le cou.

Nous les signataires de la pétition, nous savons ce que nous voulons pour la Guadeloupe.

Nous voulons les Etats Généraux de la Guadeloupe afin que toutes les préoccupations des Guadeloupéens soient mises sur la table, qu'un état des lieux et une expertise économique et humaine soient faits en vue d'une véritable remise à niveau de notre peuple.

Nous demandons que les taux d'imposition soient gelés et que toutes les poursuites et toutes les saisies du patrimoine des Guadeloupéens soient suspendus tant qu'un bilan exhaustif des lois successives de défiscalisation et d'orientation ne sera pas réalisé et que la lumière ne sera pas faite sur l'utilisation des fonds publics en Guadeloupe.

En particulier dans le domaine de l'immigration :

- Nous demandons l'augmentation des moyens matériels et humains pour la surveillance des côtes guadeloupéennes.
- Nous demandons que tous les étrangers entrés clandestinement soient reconduits à la frontière.
- Nous demandons que soit mis un terme à la délivrance de carte de séjour, de carte de travail, de demande d'asile de complaisance.

- Nous demandons une expertise et un audit réel des populations qui sont non recensées, mais également des problèmes créés à la Guadeloupe par cette immigration clandestine, et
- l'engagement des procédures de reconduite à la frontière de toutes les personnes en situation irrégulière, et qui ne peuvent être régularisées.
- Nous demandons un véritable recensement commune par commune pour connaître qui réside sur notre territoire.
- Nous demandons que les maires mettent en place un véritable contrôle des attestations d'accueil et des conditions d'hébergement des étrangers.
- **Vous les élus que proposez-vous ?**

Compte tenu, des informations en notre possession, nous demandons une enquête approfondie afin d'accroître la surveillance des filières de délivrance de fausses pièces qui permettent d'obtenir de vrais papiers avec ou sans la complicité du personnel des services administratifs (passeport, carte d'identité, carte de séjour, acte d'état civil, permis de conduire).

- **Vous les élus que proposez-vous ?**

Nous demandons une enquête sur le détournement des conditions d'admission au regroupement familial suivie de l'annulation des mariages blancs et des fausses reconnaissances d'enfants.

- **Vous les élus que proposez-vous ?**

Les budgets des collectivités locales (communes, département et région) sont atteints par les conséquences de l'immigration clandestine. Ces budgets n'étant pas extensibles, nous refusons toute intégration supplémentaire d'immigrés qui viendrait augmenter la pression fiscale qui est déjà insupportable.

- **Vous les élus que proposez-vous ?**

Certaines manipulations et certaines manœuvres de diversion ont empêché la visite en Guadeloupe du Ministre de l'intérieur, visite que nous avons demandée lors de notre audience au Ministère de l'intérieur en septembre 2005. Nous réclamons plus que jamais la venue du Ministre en Guadeloupe avec prise de contact immédiate avec la population locale et l'ACSDIG qui représente une forte capacité de cohésion des Guadeloupéens conscients de l'urgence de la situation.

Vos joutes oratoires, vos parties de cache-cache n'amuse pas les Guadeloupéens. Le temps presse, le « Navire-Guadeloupe » est en train de sombrer.

Si vos déclarations et vos décisions n'apportent pas des réponses claires et satisfaisantes à ces questions primordiales avant le 31 décembre 2005, nous nous réservons le droit de prendre toute initiative et d'engager toute démarche politique pour vous écarter des fonctions que vous n'assumez pas dans l'intérêt des Guadeloupéens qui vous ont élus.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs les élus, l'expression de nos salutations distinguées.

L' ACSDIG